

DECLARATION PUBLIQUE

10 ans ont passé depuis le début des hostilités au liban, qui ont été marqué par les premières opérations d'enlèvements.

21 mois ont passé depuis la dernière grande vague d'enlèvements qui a eu lieu après l'assassinat de Bechir Gemayel, et les massacres de Sabra et Chatila. Plusieurs centaines de Libanais et de Palestiniens avaient alors été enlevés.

Nous ne venons pas ici pour mettre l'accent sur la responsabilité du parti phalangiste, ce qui est une chose évidente, mais pour vous signaler le mutisme, la négligence, la nonchalance de l'Etat libanais devant un crime qui a touché une partie éminente de sa population et des résidents sur son territoire.

C'est à cause de l'impasse à laquelle nous sommes arrivés avec l'Etat libanais, que nous avons décidé de nous adresser à travers vous, à l'opinion publique française, et à travers elles, à l'opinion publique internationale.

Cette décision e notre part est motivée par le fait que le peuple français est connu pour son attachement à la liberté et au respect de l'être humain et de ses droits légitimes.

Au nom de l'humanité et de la liberté bafouées par le régime libanais, et au nom des mères, maris, enfants des enlevés, disparus et détenus, nous demandons au gouvernement français d'intervenir auprès du gouvernement libanais pour la libération de tous les détenus et enlevés. Et nous sollicitons le soutien du peuple français, son aide, son intervention morale et matérielle pour que justice soit faite et respectée au Liban et cela par l'obtention de la libération de tout être humain soumis à une forme de privation de liberté illégale.

En même temps, nous vous demandons, dans la mesure du possible, que des interventions directes de votre part aient lieu, et cela en adressant des télégrammes à l'attention des responsables libanais pour la libération des détenus séquestrés,

.../...

et en dépêchant, dans la mesure du possible, des commissions sur place pour enquêter sur ce problème et pour oeuvrer à la libération de tous les détenus.

Nous adressons, également, un appel aux forces, partis et formations sociales et religieuses pour qu'ils interviennent auprès des parties détentrices d'enlevés ou de détenus et qu'ils oeuvrent à leur libération, quelque soient leurs convictions religieuses et leur confession.

Nous vous demandons également d'intervenir auprès du gouvernement français pour donner à cette cause l'intérêt qu'elle mérite en soulignant qu'un résumé de ce problème a été délivré au ministère des Relations Extérieures.

Nous comptons beaucoup sur votre compréhension et votre collaboration dans ce sens et ce but humanitaire, car il en va de vous et du sort de l'humanité entière de régler ce drame.

faite à Paris le 26 juin 1984

par le Comité des Parents des
Détenus, Enlevés et Disparus
au Liban.